



## Book review: F. Azouvi, Le Mythe du grand silence: Auschwitz, les Français, la mémoire

Andrea Cavaletto

### ► To cite this version:

Andrea Cavaletto. Book review: F. Azouvi, Le Mythe du grand silence: Auschwitz, les Français, la mémoire. Journal of interdisciplinary history of ideas, 2014, 2 (4), pp.6:1 - 6:8. halshs-00933191

**HAL Id: halshs-00933191**

**<https://shs.hal.science/halshs-00933191>**

Submitted on 20 Jan 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **JIHI 2013**

Volume 2 Issue 4

### **Section 1: Editorials**

1. *Deuxième anniversaire et un appel à communications* (M. Albertone – E. Pasini)

### **Section 2: Articles**

2. *Émeric Crucé's "Nouveau Cynée" (1623), Universal Peace and Free Trade* (A. Mansfield)
3. *Crossing Boundaries: Cosmopolitanism, Secularism and Words in the Age of Revolutions* (E.J. Mannucci)

### **Subsection: Discussions**

4. *Infinity and the Sublime* (K. Verelst)

### **Section 3: Notes**

5. *Doctor of Rivers. On the Remedies for Facing the Fortune in the Italian Renaissance* (S. Mammola)

### **Section 4: Reviews**

6. *Book Reviews* (A. Cavaletto, F. Varallo, E. Pasini)

### **Section 5: News & Notices**

7. *Activities of the GISI | Les activités du GISI (2013)*

.....

# Book Reviews

A. Cavaletto, F. Varallo, E. Pasini

*Reviews of F. Azouvi, Le Mythe du grand silence: Auschwitz, les Français, la mémoire, Fayard, 2012; V. Huys - D. Vernant, L'indisciplinaire de l'art, P.U.F., 2012; U. App, The Cult of Emptiness, University Media 2012; J.Ä. Josephson, The Invention of Religion in Japan, University of Chicago Press, 2012.*



**1** FRANÇOIS AZOUVI, *Le Mythe du grand silence : Auschwitz, les Français, la mémoire*, Fayard, Paris, 2012, 475 p. ISBN 9782213670997, € 25,00.

François Azouvi, philosophe, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de Bergson et Descartes et sans doute humaniste au plein sens du terme, vient de publier il y a quelques mois chez Fayard un ouvrage qui porte sur la mémoire de la Shoah en France et qui était destiné dès le début à rompre avec une certaine routine intellectuelle, en remettant en question des idées qu'on estimait acquises. Il avait déjà consacré au sujet, dont le caractère interdisciplinaire est induit par nature, un enseignement tenu en 2009/10 à l'EHESS, où il est directeur d'études. À partir du titre (délibérément polémique) l'auteur vise à récuser, ou du moins corriger, la thèse largement diffuse, soutenue entre autres par Annette Wieworka et Serge Klarsfeld, selon laquelle la prise de conscience de la Shoah ne s'est opérée en France que vers la fin des années '70. Avant cette date, on lit chez Wieworka que la reconnaissance de la communauté nationale allait aux déportés-résistants plutôt qu'à ceux qu'on appelait les "déportés raciaux",

la question juive étant “totalement absente des débats” puisque, noyée dans les horreurs de la guerre, sa spécificité “n’intéress[ait] personne” (*Déportation et génocide*, p. 156-157). Il s’agit, selon Azouvi, d’une “légende, car le génocide n’a jamais été absent de la mémoire française” (p. 13). Mais s’il n’y a pas eu de silence, qu’est-ce qu’il a été écrit au retour des camps et dans les années ’50 et ’60 ? Et surtout, comment se fait-il qu’il y ait eu cet oubli, cette ingratitude vers ceux qui ont abordé la question dès la première heure ? À partir d’une étude systématique de tout ce qui a été publié en France depuis 1944 sur le sujet, et en analysant les cadres de référence historiques, philosophiques et psychanalytiques des témoignages, l’auteur élabore une thèse, ou plutôt une antithèse : d’après lui, la prise de conscience de la singularité du génocide s’est propagée dans la société française d’une manière progressive et continue, “par cercles concentriques qui vont en s’élargissant et qui finissent par occuper tout l’espace” (p. 15). Elle a concerné d’abord un petit noyau restreint (les intellectuels), pour gagner ensuite l’espace public et déboucher enfin dans la sphère de l’État.

En suivant justement la propagation de ces “cercles concentriques”, cet ouvrage s’articule en trois parties, dont chacune est divisée à son tour en deux chapitres. La première partie est consacrée à la précocité avec laquelle les intellectuels et la presse se sont emparés de l’événement dans l’immédiat après-guerre et l’on pensé ; c’est-à-dire, la façon dont la conscience du génocide a pénétré, chez ceux dont le métier est d’être des sentinelles et de s’apercevoir plus vite que les autres de ce qui s’est passé. Azouvi décrit le “bruit médiatique” en rien faible qui émerge dans la presse des premiers mois, où l’appartenance juive des déportés “n’était nullement masquée” (p. 33) ; ensuite, il rappelle la présence du “récit fort” des déportés eux-mêmes (“150 livres en 5 ans”) dont on ne peut pas ignorer la portée sur ceux qui ont pris la parole plus tard (p. 37). L’auteur contraste la thèse d’une normalisation du discours au sein du monde juif d’après-guerre. On voit que “à l’enseigne du franco-judaïsme (...) on avait, en réalité, mille variétés et non pas une seule” et chez beaucoup d’entre elles – c’est le cas de certains articles parus notamment dans *Le Monde Juif*, et des propos très clairs de Vercors, Aron, Rabinovitch – il n’y a eu “aucune dénégation du sort très spécifique” réservé aux déportés juifs (p. 50). Que des Juifs aient perçu très tôt la singularité de la Shoah, c’est peut-être dans l’ordre des choses, dirait-on. Moins évidente est, au contraire, l’attitude des intellectuels chrétiens, notamment catholiques, auxquels François Azouvi porte une grande

attention dans son ouvrage. Il y a une raison très précise, d'après l'auteur, pour la précocité de la compréhension immédiate de la spécificité du génocide chez les chrétiens. Ils disposaient en effet d'un "schéma théologique cohérent de la Shoah" : celui du "Serviteur souffrant du second Isaïe" (p. 53). C'est principalement pour cette raison que les Maritain, Mounier, Frossard, Mauriac, Claudel, Marcel et d'autres moins connus (comme le pasteur Pierre Van Paassen) ont parlé, très tôt et très fort, et ont joué un rôle fondamental dans le cadre de la première phase de la prise de conscience. Ils n'ont pas seulement, selon l'auteur, "les *moyens* intellectuels ou religieux de penser le génocide, ils ont aussi le *désir*" (p. 57).

Parmi eux, Gabriel Marcel est sans doute l'une des révélations du livre : chez lui, injustement accusé d'antisémitisme à plusieurs reprises, on ne trouve pas seulement une "diagnostique de l'impardonnabilité du crime nazi" proposée "vingt ans avant Jankélévitch" (p. 30), mais aussi des propos clairs à l'égard des responsabilités françaises dans le génocide ("on ne le dira jamais trop nettement, ils ont été livrés aux Allemands par le gouvernement Laval", p. 27). Cette conscience précoce, loin de n'être qu'une tentative d'accaparement de la souffrance juive, amènera certains de ces penseurs à s'interroger sur l'antiju-daïsme chrétien qui a pavé la rampe d'Auschwitz. Tel est l'esprit, par exemple, qui anime le pasteur Bovet lorsqu'en 1946 il écrit : "Nous sommes dans la situation humiliante d'hommes qui ont besoin de solliciter un pardon, et qui tentent d'offrir une réparation qui restera, quoi qu'ils puissent faire, dérisoire" (p. 58). C'est l'antichambre d'une série d'événements après lesquels le visage de l'Église contemporaine paraîtra bouleversé, un processus qui aura sa conclusion vingt ans après lors de la déclaration *Nostra ætate* de Jean XXIII.

Quant aux intellectuels laïques, Azouvi souligne l'extrême précocité d'une historiographie et d'une philosophie qui visaient à expliquer l'univers concentrationnaire sans épouser une interprétation fondée sur un supposé antisémitisme atavique des Allemands. C'est le cas de *L'univers concentrationnaire* de David Rousset, où l'on retrouve – bien avant *Les origines du totalitarisme* de Hannah Arendt – le concept de "terreur" utilisé pour expliquer la barbarie nazie, mais aussi du célèbre *Réflexions sur la question juive* de Jean-Paul Sartre et de l'ouvrage moins connu de Max Picard, *L'homme du néant*, traduit en français en 1947. Dans ce dernier, l'auteur définit les crimes nazis comme des atrocités commises par un bourreau qui "non seulement assassine, mais il oublie qu'il

assassine” ; un crime qui se déroule “en dehors de l’homme et sans sa participation (...) personne n’est engagé, personne n’est coupable” (p. 108). On dirait qu’on est déjà en train de lire ce qu’Arendt dira à propos d’Adolf Eichmann.

Azouvi n’a pas oublié, d’ailleurs, de porter son regard sur les principales commémorations publiques de l’après-guerre, généralement jugées avec sévérité, mais qui ont pourtant eu une importance symbolique lors d’une première étape de la reconnaissance de la spécificité des victimes juives ; il reste, toutefois, qu’elles ont eu souvent comme but celui d’opérer d’abord une “jonction de la souffrance juive et de la souffrance nationale” par le biais d’une “réintégration des Juifs dans le corps de la nation républicaine” (p. 71-72). Une place importante est réservée aussi aux nombreux films et romans qui ont porté sur le génocide aux années ‘60, au moment où même les intellectuels qui avaient marqué le début d’après-guerre se turent à cause de la guerre froide et des guerres de décolonisation. Si la première fait basculer l’Allemagne “dans le camps des bons”, les conflits entre les puissances européennes et leurs colonies “mettent au premier plan de l’actualité d’autres crimes” (pp. 119-120). La pénétration du génocide se fait ainsi “par autres voies” pendant cette période, par le biais de la “création littéraire et artistique” (p. 121) qui a contribué sans doute à créer des puissants “lieux de mémoire” (p. 151) au sein de la société française. Quoi qu’on puisse en dire, écrit Azouvi, l’après-guerre “n’organise pas l’oubli de la déportation ; celle-ci est bien présente, mais sur un registre où il ne nous est pas facile de le reconnaître aujourd’hui” (p. 75).

La deuxième partie de cet ouvrage porte sur la phase suivante de la prise de conscience, c’est-à-dire la présence du génocide dans l’espace public. Généralement, les historiens sont unanimes pour dater ce “deuxième temps” de la mémoire de la Shoah lors de l’ouverture du procès Eichmann, ce que Ben Gourion a appelé “la Nuremberg du peuple juif”. Azouvi exprime son refus d’accepter cette datation, et ce désaccord relève d’une différence conceptuelle qui n’est pas une mince affaire et qui a sans doute amplifié la rumeur autour de la sortie du *Mythe du grand silence*. La formule “espace public” est à entendre chez Azouvi au sens que lui confère Habermas : un lieu virtuel d’information et de discussion, où la collectivité se définit à travers un processus autonome d’argumentation rationnelle, un espace d’expression pluraliste où se produisent des représentations contradictoires de l’événement (cfr. *L’espace public*, 1993). Or, dans l’opinion publique mondiale, en 1961 tous ou presque “se montrent prêts

à faire une entorse au droit” (p. 188) pour qu’Israël puisse juger le criminel nazi : rares sont, surtout en France, les voix discordantes jusqu’à l’exécution de la sentence. L’auteur affirme donc que “le procès Eichmann n’a pas joué le rôle qu’on lui attribue généralement, car il se joue d’emblée dans un registre non polémique, consensuel” (p. 194), ce qui empêche son entrée dans l’espace public, où la règle est justement la conflictualité. Ainsi, le souvenir de la solution finale aurait commencé à devenir une question publique seulement à partir du 9 décembre 1963, où se joue à Paris une pièce de théâtre : le *Vicaire* de Rolf Hochhuth. La pièce met en cause explicitement l’attitude de Pie XII face à la Shoah. Elle ne tarde pas à déclencher un scandale mondial, alors même que se déroule le concile Vatican II, dont l’un des enjeux est précisément l’évolution des rapports entre christianisme et judaïsme, et la suppression de l’accusation de “peuple déicide”. L’ampleur de la polémique déborde cette fois vers un plus large public et contribue à une forme de sensibilisation de masse sur la question de l’extermination des Juifs. Soudain, “adversaires et partisans de l’avant-dernier Pape s’affrontent avec une violence inouïe au sein du monde chrétien” (p. 201) et “même les Juifs ne sont pas unanimes” (p. 204) sur l’opportunité d’une telle rumeur autour des rapports inter-religieux.

Azouvi analyse ensuite la portée de l’affaire du *Vicaire* au sein de la société française en tant que cause et effet. D’abord, elle est “l’effet de cette maturation des esprits et de la conscience publique de 1944 à 1963” (p. 208), constat qui amène certains à réclamer de l’indulgence pour Pie XII (c’est le cas, par exemple, de René Rémond). Mais cette affaire est aussi la cause du “commencement de la concurrence entre victimes” suite à l’identification de la singularité du génocide dans l’espace public (p. 210) et de la naissance d’un nom spécifique pour désigner le génocide : “Auschwitz”, d’après le titre de l’acte V de la pièce, “Auschwitz ou le problème de Dieu” (p. 211). La force d’exemple de ce nom, pas du tout évidente jusqu’à 1963, ne sortira plus de toute discussion portée sur la Shoah pendant les décennies suivantes. À partir de ce moment-là, le “régime de publicité de la question” n’est plus cantonné à l’espace culturel, il rentre dans l’espace public “grâce à la question épineuse des responsabilités dans le cours des événements” (p. 218). Dans le cadre d’une nouvelle conscience du génocide, la réelle dimension du livre de Hannah Arendt *Eichmann à Jérusalem*, paru en France en 1966, ne passera pas du tout inaperçue et même les réactions qui auront lieu lors de la guerre des Six-jours, où les faits d’actualité seront mélangés

avec le souvenir de la Shoah, sont “autant de preuves”, selon Azouvi, “du travail d’appropriation du génocide effectué en France depuis vingt ans” (p. 253).

Enfin, dans la dernière partie de son livre, François Azouvi montre que la question de la Shoah atteint, dans les années ’70, une nouvelle phase. D’abord puisqu’il sort en France un ouvrage qui donne “une nouvelle interprétation d’une histoire à laquelle il manquait sa grille de lecture” (p. 286) : Azouvi accorde en effet une importance essentielle à la publication de l’ouvrage de Bruno Bettelheim *Le Cœur conscient*, paru en 1972. C’est à ce moment-là que les concepts de refoulement, d’angoisse et de déni, vrai noyau du “Mythe du grand silence”, croisent la mémoire du génocide et permettent de penser les événements, rétrospectivement, sous un nouveau jour, en termes psychanalytiques. En second lieu, les années ’70 sont marquées par l’entrée en scène de l’État. L’auteur décrit l’apparition de véritables politiques publiques de réparations judiciaires, avec les procès Barbie, Touvier et Papon ; de réparations symboliques, avec le discours de Jacques Chirac en 1995 qui inaugure une tradition suivie par François Hollande en juillet 2012 ; de réparations financières, avec notamment la commission Mattéoli. De plus, le génocide avait trouvé son œuvre (*Shoah* de Lanzmann), son concept (“le crime d’être né”, selon la formule d’André Frossard, p. 379), sa cérémonie (le procès Barbie), son témoignage exemplaire (*Si c’est un homme* de Primo Levi, dont on imprime une seconde édition française en 1987). Le processus de “reconnaissance et de mémorisation du génocide” était ainsi parvenu à son terme “virtuel” (p. 382) ; et c’est au bout de ce processus qui, d’après Azouvi, le “Mythe du grand silence” a été légitimé du point de vue scientifique. En 1992, une adhésion générale accompagne la thèse d’Annette Wievorka et ses propos très nets : “pas de conscience du génocide au lendemain de la guerre (...) début d’un changement avec le procès Eichmann” (p. 388).

Il n’est pas aisé de rendre compte d’un ouvrage aussi dense et qui aborde autant de nœuds historiques et philosophiques qui ont marqué le paysage intellectuel et l’espace public du XX<sup>ème</sup> siècle français, sauf à se contenter d’en exposer la thèse et les nombreux éléments qui en font un travail interdisciplinaire originel et presque exhaustif sur le sujet. L’auteur fait preuve de maîtriser plusieurs cadres d’analyse différents et nous rend un ouvrage impossible à ignorer, si l’on tente de comprendre l’histoire de la mémoire de la Shoah en France après 1945 avec la dimension et les outils intellectuels appropriés.

L’esprit polémique qui a contribué à la publication de cet ouvrage n’est pas, à



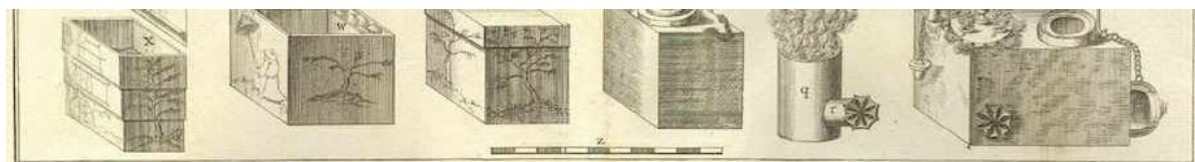
mon avis, dépourvu de tout sens. Il y a sans doute quelque chose dans la nature de l'événement qui a fabriqué la présomption de silence dans laquelle on a cru, dès le début, que l'événement tomberait. Plusieurs témoignages des déportés, écrits avant même que la guerre soit finie, nous ont transmis la dimension de cette certitude de l'oubli lorsque le regard se tournait vers l'avenir. Certes, si l'on compare la situation de l'après-guerre à celle d'aujourd'hui, c'est évidemment le terme du "silence" qui s'impose : l'auteur n'aborde d'ailleurs que superficiellement la question du fossé en termes quantitatifs et qualitatifs qu'il existe entre les travaux sur la Shoah en 1985 et ce qui a été écrit en 1945 ou 1964. Pourtant, force est de reconnaître qu'Azouvi a ses raisons lorsqu'il affirme que la réalité, à regarder de plus près, se situe bien loin de la dimension du silence : l'effacement de décennies de réflexions collectives sur le génocide, sans lesquelles on n'aurait eu, cinquante ans après, ni de mobilisations ni d'héritage à transmettre, ne rend pas service à une reconstruction fidèle de la mémoire de l'événement.

L'auteur ne prétend pas, du reste, que pendant trente ans le silence ait été brisé partout et tout le temps. Il se peut que la thèse d'un présumé "syndrome de la Shoah", ne soit finalement que l'un des fruits de la contamination – inévitable – du "syndrome de Vichy" (dont la dimension du silence, au contraire, a été bien réelle jusqu'aux années '70 et à la "révolution paxtonienne"). Le problème d'un passé politique national irrésolu et de la continuité dans la discontinuité aurait ainsi mis en ombre l'apport fondamental d'une partie de la culture française de l'après-guerre à la prise de conscience de la portée du génocide nazi et des responsabilités nationales. Si l'on essayait, en outre, d'aborder la question du point de vue international, on pourrait en convenir qu'il existe aussi une sorte de piège dans lequel les occidentaux, de temps en temps, sont tombés : incapables d'expliquer le souvenir des pages sombres de leur histoire à travers le conflit et incapables de rendre compte des oublis volontaires, ils ont recouru en masse au ressentiment, à la culpabilité, à la honte et aux remords. On en a vu sortir, souvent, une condamnation générale et passionnée de quelques abstraits "gardiens de la mémoire", mise en place pour échapper à toute responsabilité individuelle et collective du choix face à l'histoire.

Pour conclure, l'ouvrage de François Azouvi est un brillant exemple d'histoire intellectuelle interdisciplinaire, un travail qui essaye de nous montrer la façon dont un événement comme la Shoah, dont aujourd'hui on reconnaît la spécificité historique, a investi une société à plusieurs niveaux. Ce travail fait

ressortir en outre l'importance d'une perspective comparative qui tient toujours compte des cadres différents, c'est-à-dire des nouveaux paramètres sociaux et identitaires qui rendent obsolète une représentation aux yeux des contemporains, en modifiant leur perception du passé et des valeurs collectives qui en jaillissent. Une telle approche, fondée sur l'articulation entre contexte et structures et sur le refus du recours systématique à la "classification" schématique et aprioriste des phénomènes, a joué un rôle essentiel lors des travaux interdisciplinaires menés, entre autres, par Michel Dobry. Ces ouvrages, combinant sociologie politique, histoire politique et science politique, ont présenté sous un nouveau jour les rapports entre les acteurs sociaux et politiques pendant ce qu'on nomme "états de crise" (Dobry, 1992, 1995, 2005). Le refus, de la part de François Azouvi, de réduire la mémoire de la Shoah en France en termes de "avant" et "après" s'inscrit pleinement dans ce cadre conceptuel. La voie est toujours ouverte à un débat qui concerne plusieurs domaines intellectuels : s'agit-il pour les sciences humaines et sociales, étant donné leur objet spécifique, de *classer* ou plutôt de *comprendre* ?

Andrea Cavaletto



**2** VIVIANE HUYS ET DENIS VERNANT, *L'indisciplinaire de l'art*, P.U.F., Paris, 2012, 180 p. ISBN 9782130590969, € 22,00.

This book, more ambitious than convincing, has however the merit of calling attention upon general theoretical problems, which are often overlooked in the studies. At the basis, there is the idea that the different fields of research must move on from long restated and established forms of interdisciplinarity, multidisciplinary or disciplinary contamination, toward an undisciplinarity provocatively heralded by the title. The debate, although recent, can already claim a certain credit especially thanks to the Institut InDisciplinAire created